



Anne Montenach

LA PIERRE & L'ÉCRIT

Femmes, pouvoirs et contrebande dans les Alpes au xviii^e siècle

PUG

Anne Montenach

Femmes, pouvoirs
et contrebande dans les Alpes
au XVIII^e siècle

Presses universitaires de Grenoble

À l'ombre de l'État

L'objectif de cette étude est d'entrer dans l'histoire économique de l'Europe moderne à partir d'une triple marginalité : la montagne, les femmes, la contrebande. Inspirés par la proposition stimulante de Michel Foucault selon laquelle ce que l'on observe dans les marges se construit au centre, des historiens et géographes ont, parmi d'autres chercheurs, scruté le « bord des institutions », les espaces frontaliers, les catégories opprimées, avec pour ambition d'en faire des lieux féconds pour analyser la fabrication des normes, l'exercice du pouvoir ou la réalité des activités marchandes¹. Comme le montre en particulier une riche historiographie sur la frontière, centre et périphérie ne sont pas opposables terme à terme mais au contraire « liés dans un rapport étroit où les deux pôles renseignent réciproquement sur l'état de l'autre² ». Lucien Febvre affirmait ainsi dès 1928 que « ce n'est pas en partant d'elle-même, c'est en partant de l'État qu'il convient d'analyser la frontière », frontière qui est aussi, à l'inverse, « le meilleur indicateur de l'état de l'État³ ». La contrebande, comme déclinaison et pratique particulière de l'échange, sert ici de point d'entrée principal à cette enquête, qui portera une attention particulière à la dimension genrée des trafics illicites. L'espace retenu, centré sur les provinces frontières du Dauphiné et du Lyonnais, permettra d'englober

1. Biagio Salvemini, Roberto Zaugg (dir.), *Frodi marittime tra norme e istituzioni (secc. xvii-xix), Quaderni Storici*, 2013, n° 143, fasc. 2 ; voir également les travaux du réseau européen « Aux bords des institutions : pouvoirs, acteurs et pratiques marchandes dans l'Europe méditerranéenne (xvii^e-xix^e siècles) » ; Natalie Zemon Davis, *Women on the margins. Three seventeenth-century lives*, Cambridge Mass., Harvard University Press, 1995, 360 p.

2. Wolfgang Kaiser, « Penser la frontière. Notions et approches », *Histoire des Alpes*, 1998, n° 3, p. 64.

3. Lucien Febvre, « Frontière : le mot et la notion », *Revue de synthèse historique*, juin 1928, pp. 17-18.

aussi bien des espaces de haute montagne que de grandes villes marchandes et manufacturières. La montagne, les femmes, la contrebande : trois objets d'étude investis, sans doute plus que d'autres, d'imaginaire, ce qui ajoute à la difficulté de l'enquête⁴.

Jusqu'au milieu du XVIII^e siècle environ, les montagnes européennes – et les Alpes au premier chef – sont jugées « affreuses », peuplées d'habitants sauvages mais courageux, attachés à la défense de leurs libertés et de leurs privilèges contre un pouvoir princier centralisateur⁵. À l'hostilité de la nature répond la violence des hommes, prompts à exploiter les avantages naturels du terrain, comme l'exprime en 1729 l'intendant du Dauphiné Gaspard Moïse Fontanieu, confronté à la contrebande armée sur la frontière savoyarde : « Que ferions nous », écrit-il, « avec quelques compagnies de grenadiers détachées, dont les gens du pays se mocqueroient en grim pant sur leurs rochers? »⁶. Si une conversion du regard se produit en Europe dans les dernières décennies de l'Ancien Régime, les habitants des Alpes devenant alors, sous la plume d'Horace-Bénédict de Saussure ou de Jean-Jacques Rousseau, les garants des traditions et d'un âge d'or perdu, cette nouvelle vision n'en est pas moins à double tranchant car elle présuppose là aussi un niveau de civilisation inversement proportionnel à l'altitude. L'enquête menée ici s'appuie sur un certain nombre de travaux d'historiens et d'anthropologues qui ont, depuis une vingtaine d'années, profondément renouvelé l'étude des sociétés alpines – sans que soit négligée, à titre comparatif, l'historiographie pyrénéenne. À partir de l'analyse des réseaux de colporteurs de l'Oisans, Laurence Fontaine a opéré un changement radical de perspective par rapport à la vision longtemps dominante de sociétés montagnardes immobiles, situées « en marge [...] des grands courants civilisateurs⁷ » – un carcan construit par l'imaginaire citadin et par une historiographie braudélienne avant tout intéressée à expliquer l'avènement du capitalisme. Placer la migration au centre de l'activité économique des communautés au lieu de la considérer comme un pis-aller et une réponse à la pauvreté et à la surpopulation, prendre migrants et sédentaires

4. Laurence Fontaine, *Pouvoir, identités et migrations dans les hautes vallées des Alpes occidentales (xvii-xviii^e siècles)*, Grenoble, PUG, 2003, p. 5.

5. Bernard Debarbieux, Gilles Rudaz, *Les faiseurs de montagne. Imaginaires politiques et territorialité : xviii^e-xx^e siècle*, Paris, CNRS Éditions, 2010, 373 p. ; François Walter, *Les figures paysagères de la nation. Territoire et paysage en Europe (16^e-20^e siècle)*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2004, 521 p.

6. BN, Ms fr. 8387, 13 octobre 1729, f^o 141 r^o.

7. Fernand Braudel, *La Méditerranée et le monde méditerranéen*, Paris, Armand Colin, 1966, t. 1 : *La part du milieu*, p. 30.

comme un tout, permettaient ainsi une analyse fine des rapports de pouvoir au village et, au-delà, des relations des communautés avec la monarchie et ses agents, analyse qui mettait définitivement à mal un autre mythe historiographique, celui de petites républiques égalitaires et solidaires⁸. Les hautes vallées alpines, comme celles des Pyrénées, ne peuvent plus aujourd'hui être considérées comme des espaces périphériques dominés situés à l'écart des grands courants d'échanges qui irriguent l'Europe moderne. Elles sont au contraire bien intégrées dans de vastes réseaux commerciaux et participent de la sorte d'une « économie globale d'Ancien Régime⁹ ». D'autres travaux, portant principalement sur les Alpes suisses et italiennes, ont eux aussi battu en brèche l'image misérabiliste de sociétés alpines pauvres, arriérées et fermées au monde extérieur, dont l'organisation sociale aurait été strictement déterminée par l'écosystème montagnard, tout en interrogeant l'impact de la migration des hommes sur les rôles des femmes¹⁰.

La question des configurations de pouvoir dans lesquelles les femmes sont insérées selon leur appartenance sociale, leur âge ou leur statut marital est également au cœur de l'enquête. Ces configurations déterminent en effet la capacité des femmes à agir et à négocier avec les contraintes de toute nature – spatiale, sociale, économique ou légale – qui les enserment. Bien qu'elles soient loin de former un groupe homogène, leur statut juridique dans l'Europe moderne les cantonne malgré tout, globalement, dans des positions subordonnées et dans la marginalité économique. L'historiographie récente a cependant réévalué leur place dans la production et les échanges – de la revente au détail au grand commerce –, démontrant au passage tout l'intérêt heuristique d'une relecture sexuée de l'économie. Un certain nombre de travaux ont mis en lumière

8. Laurence Fontaine, *op. cit.*; Laurence Fontaine, *Histoire du colportage en Europe, xv^e-xviii^e siècle*, Paris, Albin Michel, 1993, 334 p.

9. Patrice Pujade, *Le voisin et le migrant. Hommes et circulations dans les Pyrénées modernes (xv^e-xix^e siècle)*, Rennes, PUR, 2011, 369 p.; Anne Radeff, *Du café dans le chaudron : économie globale d'Ancien Régime (Suisse occidentale, Franche-Comté et Savoie)*, Lausanne, Société d'histoire de la Suisse romande, 1996, 559 p.

10. Dionigi Albera, *Au fil des générations. Terre, pouvoir et parenté dans l'Europe alpine (xiv^e-xx^e siècles)*, Grenoble, PUG, 2011, 544 p.; Stefano Levati, Luigi Lorenzetti (dir.), *Dalla sila alle Alpi. L'itinerario storiografico di Raul Merzario*, Milan, Franco Angeli, 2008, 158 p.; Luigi Lorenzetti, Raul Merzario, *Il fuoco acceso. Famiglie e migrazioni Alpine nell'Italia d'età moderna*, Rome, Donzelli, 2005, 194 p.; Raul Merzario, « Donne sole nelle valli e nelle montagne », *Il lavoro delle donne*, Angela Groppi (dir.), Bari, Laterza, 1996, pp. 229-246; Pier Paolo Viazzo, *Upland communities. Environment, population and social structure in the Alps since the sixteenth century*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989, 325 p.; Harriet G. Rosenberg, *Un monde négocié. Trois siècles de transformations dans une communauté alpine du Queyras*, Grenoble, Musée dauphinois, 2014 (éd. originale 1988), 191 p.

à la fois les variations locales ou régionales des situations et les capacités des femmes à exploiter ou à contourner les normes en vigueur, et les contraintes qui pèsent sur elles. Leur place réelle dans le monde de la boutique et de l'artisanat, mais aussi leurs capacités entrepreneuriales ou leur implication dans l'économie urbaine souterraine et la finance informelle, ont ainsi fait l'objet d'études particulièrement stimulantes, loin d'une vision misérabiliste longtemps dominante¹¹. Familiales de la pluriactivité, qui est un élément essentiel des stratégies de survie mises en œuvre par les couches modestes de la société, elles mêlent souvent activités licites et illicites – parmi lesquelles la contrebande¹². Or le rôle des femmes dans les trafics transfrontaliers a été le plus souvent relégué au rang de l'anecdote ou du pittoresque. Croiser les sources normatives avec celles de la pratique et de la répression permettra ici de dépasser l'obstacle de l'invisibilité féminine – parfois plus supposée que réelle – dans les archives relatives aux économies préindustrielles et de mettre en lumière les formes multiples de l'action des femmes. L'objectif est d'appréhender, au-delà des expériences et des choix individuels, les opportunités offertes aux femmes par les évolutions du marché dans différents contextes, en même temps que leurs usages de l'espace – des interstices urbains jusqu'à l'échelle internationale des échanges.

À la fois barrières naturelles et passages à contrôler, les Alpes ou les Pyrénées constituent aussi, à l'époque moderne, des espaces surinvestis par l'État, traversés et structurés par des pouvoirs et des intérêts conflictuels, ce qui en fait des terrains privilégiés pour toutes sortes de trafics illicites¹³. La contrebande, « effet criminogène de la frontière¹⁴ », offre ici un troisième point d'entrée,

11. Simonetta Cavaciocchi (dir.), *La donna nell'economia, secc. XIII-XVIII*, Florence, Le Monnier, 1990, 721 p.; Nicole Dufournaud, Bernard Michon, « Les femmes et le commerce maritime à Nantes (1660-1740) : un rôle largement méconnu », *Clio. Histoire, femmes et sociétés*, 2006, vol. 23, pp. 311-330; Danielle van den Heuvel, *Women & entrepreneurship. Female traders in the Northern Netherlands, c. 1580-1815*, Amsterdam, Aksant, 2007, 334 p.; Martha Howell, « The gender of Europe's commercial economy, 1200-1700 », *Gender & History*, 2008, vol. 20, n° 3, pp. 519-538; Alexandra Shepard, « Crediting women in the early modern English economy », *History Workshop Journal*, 2015, vol. 79, n° 1, pp. 1-24.

12. Laurence Fontaine, Jürgen Schlumbohm (dir.), *Household strategies for survival 1600-2000: fission, faction and cooperation*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, 196 p.; Laurence Fontaine, *L'économie morale. Pauvreté, crédit et confiance dans l'Europe préindustrielle*, Paris, Gallimard, 2008, pp. 143-163; Ead. (dir.), *Alternative exchanges. Second-hand circulations from the sixteenth century to the present*, New York, Berghahn Books, 2008, 270 p.

13. Kaiser, *op. cit.*, p. 66.

14. Catherine Denys (dir.), *Frontière et criminalité 1715-1815*, Arras, Artois Presses Université, 2000, 174 p.

par les pratiques, dans les interstices de l'économie d'Ancien Régime. Considérée comme une atteinte à la souveraineté du roi – dans un régime politique où le monopole fiscal constitue « l'épine dorsale » de l'État monarchique¹⁵ –, elle relève par conséquent, selon les pénalistes du XVIII^e siècle, des crimes de lèse-majesté. Elle est en même temps indissociable du processus de construction territoriale de l'État et de la délimitation de ses frontières. Son étude nécessite de jouer sur les variations d'échelle afin de prendre en compte à la fois les préoccupations de ce dernier et le terrain local, la situation à la frontière¹⁶.

Le thème de la contrebande a surtout intéressé les historiens d'obédience marxiste qui en ont fait une expression parmi d'autres de la résistance populaire à l'État fiscal, incarné par la très détestée Ferme générale. Dans cette perspective, des individus comme Mandrin, chef d'une bande de contrebandiers dont les actions violentes défraient la chronique au milieu des années 1750, n'ont cessé de susciter la fascination. Leurs exploits traduiraient une forme de protestation collective en même temps que l'impuissance de la monarchie absolue à contenir ces « émotions ». L'impressionnant travail d'enquête et de synthèse dirigé dans les années 1990 par Jean Nicolas sur la France rébellionnaire d'après 1661 reflète bien ces présupposés, que l'on retrouve aussi dans une certaine historiographie pyrénéiste qui interprète la contrebande comme une forme de résistance à la pénétration de l'État sous couvert de lutte antifiscale¹⁷. Ces analyses peuvent ainsi être rapprochées de celles de l'anthropologue et politologue James Scott à propos des « formes de résistance quotidienne » des paysans malais ou, plus récemment, des montagnes de l'Asie du Sud-Est perçues comme des espaces d'« anti-État » ou de « non-État » car peuplées de fugitifs et de dissidents¹⁸. Centrées sur les manifestations violentes

15. Norbert Elias, *La dynamique de l'Occident*, Paris, Calmann-Lévy, 1976, chapitre VI : La sociogénèse du monopole fiscal.

16. Daniel Nordman, *Frontières de France. De l'espace au territoire XVI^e-XIX^e siècle*, Paris, Gallimard, 1998, pp. 349-350 ; Peter Sahlins, *Frontières et identités nationales. La France et l'Espagne dans les Pyrénées depuis le XVII^e siècle*, Paris, Belin, 1996, 415 p.

17. Jean Nicolas, *La rébellion française. Mouvements populaires et conscience sociale (1661-1789)*, Paris, Éditions du Seuil, 2002, 505 p. ; Michel Brunet, *Le Roussillon : une société contre l'État, 1780-1820*, Perpignan, Le Trabucaire, 1990, 566 p. ; Alain Ayats, *Les guerres de Joseph de la Trinxeria (1637-1694). La guerre du sel et les autres*, Canet, El Trabucaire, 1997, 435 p. ; Giorgio Lombardi (dir.), *La guerra del sale (1680-1699). Rivolte e frontiere del Piemonte barocco*, Milan, Franco Angeli, 1986, 3 vol., 431 p., 427 p. et 430 p.

18. James C. Scott, *Weapons of the weak : everyday forms of peasant resistance*, New Haven, Yale University Press, 1985, 389 p. ; *Id.*, « La montagne et la liberté, ou pourquoi les civilisations ne savent pas grimper », *Critique internationale*, 2001, n° 11, pp. 86-104 ; *Id.*, *The art of not being governed : an anarchist history of upland Southeast Asia*, New Haven, Yale University Press, 2009, 442 p.

et collectives de la fraude, ces approches assimilent les actions des contrebandiers aux révoltes populaires contre une fiscalité indirecte arbitraire et injuste. Le profil de leurs chefs, véritables entrepreneurs salariant de pauvres ouvriers agricoles, a parfois été associé à celui du « bandit social » brossé par l'historien marxiste Eric Hobsbawm¹⁹. Soutenues par la population et bénéficiant du laxisme des élites locales, ces actions exprimeraient « une forme de contestation pré-révolutionnaire, annonciatrice du rejet populaire de la monarchie absolue », ce qui leur confère une forte légitimité historique²⁰. Ces approches présentent l'inconvénient de fondre dans une uniformité trompeuse – celle d'une protestation des humbles face aux abus du pouvoir monarchique – des formes de transgression relevant de logiques hétérogènes et d'acteurs variés.

Cette historiographie a été récemment remise au goût du jour par l'étude que l'historien américain Michael Kwass a consacrée à la figure de Mandrin²¹. L'ouvrage revendique clairement sa filiation avec les interprétations de Jean Nicolas, tout en s'inscrivant dans un ensemble plus récent de travaux consacrés à la « globalisation » du XVIII^e siècle et à son impact sur la Révolution française²². Mettant sur le même plan la contrebande du tabac – taxé – et celle des indiennes – cotonnades prohibées jusqu'en 1759 puis soumises à des droits élevés à l'importation –, l'auteur montre que les barrières imposées par l'État monarchique à la libre circulation de ces deux produits du commerce transocéanique sont à l'origine du développement d'une économie souterraine permettant de satisfaire la demande des consommateurs français. Celle-ci est interprétée, de manière très séduisante, comme la « face cachée » de la globalisation et de la construction de l'État. La législation royale et son corollaire – une répression de plus en plus sévère incarnée à la fois par le personnel honni de la Ferme générale et par les tristement célèbres commissions du Conseil qui envoient des centaines de contrebandiers aux galères ou à la mort – suscitent en retour la violence des chefs de bande, en même temps que les critiques

19. Eric J. Hobsbawm, *Primitive rebels: studies in archaic forms of social movements in the 19th and 20th centuries*, Manchester University Press, 1959, 208 p. ; *Id.*, *Bandits*, Harmondsworth, Penguin Books, 1969, 160 p. Cette approche a été critiquée par l'anthropologue néerlandais Anton Blok, *Honour and violence*, Oxford, Polity Press, 2001, 376 p. ; *Id.*, « Les Cavaliers du Bouc : brigandage et répression en Basse Meuse (1730-1778) », *Cultures & Conflits*, hiver 1996-printemps 1997, n° 24-25, pp. 11-36.

20. Nicolas Delalande, « Le retour des révoltes fiscales ? », *Pouvoirs*, 2014/4, n° 151, p. 17.

21. Michael Kwass, *Contraband. Louis Mandrin and the making of a global underground*, Cambridge Mass., Harvard University Press, 2014, 457 p.

22. Voir par exemple Paul Cheney, *Revolutionary commerce. Globalization and the French monarchy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, 305 p. ; Suzanne Desan et al. (dir.), *The French Revolution in global perspective*, Ithaca, Cornell University Press, 2013, 236 p.

des économistes libéraux et des philosophes à l'égard de la politique royale. La lutte contre la fraude prend alors tous les traits d'une véritable guerre qui, parce qu'elle contribue avant tout à garantir les profits des fermiers généraux, finit par discréditer le gouvernement quelques décennies avant la Révolution. Les résistances ne sont pas interprétées ici en terme de lutte des classes mais avant tout comme une opposition à l'État fiscal qui émane autant des élites libérales et des marchands que du peuple. En criminalisant la contrebande, la monarchie aurait, à terme, causé sa propre perte.

D'autres lectures du phénomène semblent ici possibles, en particulier (mais pas uniquement) pour ce qui concerne la contrebande du sel, plus diffuse et moins spectaculaire. L'éventail des sources consultées conduit à prendre en compte les ressorts socio-économiques variés de la fraude et la diversité de ses acteurs. Mandrin – dont les expéditions se déroulent sur moins de deux ans – n'est dans cette perspective que l'arbre qui cache la forêt, et les expéditions des grandes bandes armées constituent la face émergée d'un iceberg formé par la nébuleuse des commanditaires et des exécutants de ces trafics. La contrebande se présente finalement comme un phénomène feuilleté relevant d'acteurs et de logiques diverses. Elle constitue une activité d'appoint ou de substitution, une ressource essentielle dans certaines régions périphériques voire, d'après Peter Sahlins, « une morale, un style de vie », ce qui permet d'expliquer à la fois la popularité des fraudeurs et l'incapacité de la monarchie à endiguer le phénomène²³. Son interprétation en termes de résistance à l'État a par ailleurs été fortement nuancée, à la fois par certains historiens qui ont mis en avant la culture du compromis partagée par les populations frontalières comme par les autorités, et par des spécialistes du monde contemporain qui considèrent au contraire, selon les termes de Jean-François Bayart, que « la subversion commerciale de la frontière participe à sa production et à sa légitimation²⁴ ».

23. Sahlins, *op. cit.*, p. 144 ; Jean-Pierre Poussou, « Du rôle économique et social positif de la fraude, essentiellement aux xvii^e et xviii^e siècles », *Territoires de l'illicite : ports et îles*, Marguerite Figeac-Monthus, Christophe Lastécouères (dir.), Paris, Armand Colin, 2012, pp. 39-53 ; Francis Brumont, « Aspects du commerce illicite dans les Pyrénées occidentales au xvi^e siècle », *Douanes et contrebandes dans les Pyrénées occidentales du xvi^e au xix^e siècle*, Olivier Caporossi (dir.), Pau, Marrimpouey, 2010 pp. 29-53 ; Jean-Claude Hocquet, *Le sel et le pouvoir. De l'An mil à la Révolution française*, Paris, Albin Michel 1984, p. 352.

24. Renaud Morieux, *Une mer pour deux royaumes. La Manche, frontière franco-anglaise (xvi^e-xviii^e siècles)*, Rennes, PUR, 2008, 384 p. ; Jean-François Bayart, *Le gouvernement du monde. Une critique politique de la globalisation*, Paris, Fayard, 2004, 436 p. ; Paul Nugent, *Smugglers, secessionists and loyal citizens on the Ghana-Togo frontier*, Athens, Ohio University Press, 2002, 302 p. ; Janet Roitman, *Fiscal disobedience. An anthropology of economic regulation in Central Africa*, Princeton, Princeton University Press, 2005, 233 p.

La contrebande demeure enfin relativement peu prise en compte par les spécialistes des pratiques marchandes, même si quelques études pionnières commencent à montrer la place importante qu'elle occupe dans le volume global des échanges, et plus particulièrement dans les trafics portuaires²⁵. Ces travaux contribuent à battre en brèche l'opposition morale et économique traditionnelle entre contrebandiers et marchands honnêtes – *smugglers* et *fair traders*, une opposition qui remonte aux dictionnaires et aux textes de loi des XVII^e et XVIII^e siècles, et à l'étymologie même de la fraude comme tromperie et acte de mauvaise foi²⁶. À la plasticité des limites qui séparent, à l'échelon des négociants, le légal de l'illégal, fait enfin écho le caractère fondamentalement ambivalent d'un « crime contre l'État » qui peut aussi, à l'occasion, lui profiter et en devenir l'instrument, ce qui invite à questionner le paradigme de la résistance souvent attaché aux interprétations de la contrebande. À la suite de Charles Tilly, nombre d'auteurs ont souligné les rapports ambigus que l'État a entretenus et continue d'entretenir avec le crime transnational – qu'il s'agisse de la piraterie, du banditisme ou de tous les marchés de l'ombre²⁷. Se pose ici en filigrane la question de la « fonction latente » que revêtent, sous l'Ancien Régime, la contrebande et la fraude douanière, et des liens qu'elles entretiennent à l'occasion avec la corruption²⁸.

Le terrain choisi pour cette étude s'organise géographiquement autour du triangle Lyon-Genève-Turin. Il s'agit d'un espace transfrontalier situé au cœur de l'Europe, marqué pour partie par la présence de la haute montagne, traversé par des circulations internationales licites et illicites, polarisé par de grandes villes marchandes et manufacturières (Genève, Lyon) et par d'autres plus modestes comme Grenoble ou Turin. Ces réseaux d'échanges tissent des ramifications à la fois vers l'espace germanique et nord-européen (Amsterdam, Londres), vers la côte atlantique et le commerce des Indes (Nantes puis Lorient) et vers la Méditerranée (en particulier Marseille et la péninsule italienne). Mettant en contact plusieurs entités politiques et territoriales à des échelles variées,

25. Evan T. Jones, *Inside the illicit economy. Reconstructing the smugglers' trade of sixteenth century Bristol*, Aldershot, Ashgate, 2012, 249 p.; Silvia Marzagalli, *Les boulevards de la fraude. Le négoce maritime et le Blocus continental, 1806-1813*, Villeneuve d'Ascq, PUS, 1999, 396 p.

26. Morieux, *op. cit.*, pp. 241-242.

27. Charles Tilly, « War making and state making as organized crime », *Bringing the state back in*, Peter B. Evans et al. (dir.), Cambridge, Cambridge University Press, 1985, pp. 169-191 ; Anton Blok, *The Mafia of a Sicilian village, 1860-1960 : a study of violent peasant entrepreneurs*, Oxford, Blackwell, 1974, 293 p. ; *Id.*, « The peasant and the brigand : social banditry reconsidered », *Comparative Studies in Society and History*, 1972, vol. 14, n° 4, pp. 494-503.

28. Jean-Claude Waquet, *De la corruption. Morale et pouvoir à Florence aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, Fayard, 1984, 257 p.

cet espace est complexifié, entre les dernières décennies du xvii^e siècle et la fin de l'Ancien Régime, par l'évolution des rapports de force et des limites entre le royaume de France et les États de Savoie – qui deviennent en 1720 le royaume de Piémont-Sardaigne. La contrebande y est endémique et se pratique à tous les niveaux, relevant aussi bien de la simple stratégie de survie que de la guerre commerciale entre États. Elle constitue un complément de poids aux circulations licites qui, dans le contexte d'un essor de la consommation au xviii^e siècle, se diversifient, offrant aux femmes des débouchés potentiels dans l'économie urbaine – au sein du secteur textile en particulier. Par là, cette aire marchande internationale, suffisamment resserrée pour permettre un dépouillement satisfaisant des sources, est un laboratoire idéal pour appréhender à la fois les ressources spécifiques offertes par la frontière, les dynamiques sociales, économiques et politiques qui s'y jouent et l'attitude de l'État ou des pouvoirs locaux face aux trafics.

Lieu paradoxal, à la fois obstacle et zone de passage, la frontière constitue, par les différentiels qu'elle instaure à l'échelle des États, des provinces « réputées étrangères » ou des vallées, un terrain privilégié d'affirmation des pouvoirs politiques en même temps que de mise en place de stratégies de contournement relevant de la débrouille au quotidien ou de la criminalité économique à grande échelle. Parce qu'elle représente autant un espace vécu pour les populations locales qu'un enjeu pour les contrebandiers comme pour l'État – dont les actions se renforcent mutuellement –, elle permet d'analyser la complexité des rapports de force et des négociations à l'œuvre dans des territoires de confins. Surinvestie par l'État, la zone transfrontalière étudiée est loin de constituer un espace de non-droit peuplé d'habitants rebelles. À l'opposé, donc, d'une vision romantique de la contrebande et d'une approche criminologique de la frontière, cette entrée dans l'économie d'Ancien Régime par ses marges spatiales et sociales se veut aussi une réflexion sur le pouvoir et la capacité d'action des individus ou des communautés. Du côté de l'État, ce sont, derrière la « guerre » proclamée contre la fraude, les objectifs réels du pouvoir, sa volonté ou sa capacité à faire respecter la loi qu'il s'agit d'interroger. Quant aux familles, aux communautés villageoises ou aux corps urbains de marchands, ils constituent autant de groupes de pouvoir attentifs à la conservation de leurs privilèges. Du point de vue des individus enfin, une analyse genrée des circulations souterraines permettra de mieux appréhender les espaces économiques des femmes et les opportunités que leur offre, en dépit des limitations du droit et « dans les interstices de la société patriarcale²⁹ »,

29. François-Joseph Ruggiu, *L'individu et la famille dans les sociétés urbaines anglaise et française (1720-1780)*, Paris, PUPS, 2007, p. 300.

l'économie de la frontière et de l'illicite. La démarche parie, comme d'autres l'ont fait, sur la fécondité attendue d'un emboîtement des échelles d'observation et sur la prise en compte des différents horizons, proches ou lointains, des acteurs de l'économie³⁰.

L'étude se concentre sur deux produits-clés des circulations internationales au XVIII^e siècle, le sel (partie 1) et les indiennes (partie 2), qui permettent de dépasser la segmentation des échanges, d'en saisir la complexité et de montrer l'articulation entre le local et le global. Les dictionnaires du XVIII^e siècle distinguent la contrebande, qui « tend à l'introduction & à la vente d'un objet de commerce prohibé » ou dont le roi s'est réservé le monopole, de la fraude, moins grave, qui vise à « se soustraire à l'acquittement des droits, imposés par le roi, sur des denrées dont le commerce & la consommation sont permis à tous les individus³¹ ». Le faux-saunage comme le commerce des indiennes relèvent donc, *stricto sensu*, de la contrebande et non de la fraude, le sel faisant l'objet d'un monopole royal concédé à la Ferme générale et les indiennes étant prohibées après 1686. Afin de ne pas multiplier les répétitions, nous emploierons cependant indifféremment l'un ou l'autre terme. À travers l'analyse du jeu entre taxation, fraude et privilège, qui sous-tend le phénomène du faux-saunage dans les hautes vallées dauphinoises, c'est le dialogue entre les communautés montagnardes de cette région stratégique et l'État qu'il s'agira d'interroger. Quant à la prohibition des indiennes et à son contournement, ils éclairent plus largement des pratiques sociales de consommation dont la clandestinité n'est qu'une facette, toute répression paraissant dès lors vouée à l'échec. Au total, ce travail voudrait montrer que la fraude et la contrebande, loin de constituer des phénomènes marginaux, occupent au contraire une place centrale dans les sociétés et les économies de l'Europe préindustrielle, ce qui invite également à réinterroger les relations qu'elles entretiennent avec l'État et les institutions.

30. Jacques Revel, « Micro-analyse et construction du social », *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, *Id.* (dir.), Paris, Gallimard-Le Seuil, 1996, pp. 15-36; Isabelle Backouche, Sandrine Kott, « L'individu social », *Genèses*, 2002, vol. 47, n° 2, pp. 2-3.

31. *Encyclopédie méthodique ou par ordre de matières, par une société de gens de lettres, de savants et d'artistes, Finances*, t. 2, Paris, Panckoucke, 1785, « Contrebande », p. 291.

Table des matières

Remerciements	7
Introduction : À l'ombre de l'État	9

PREMIÈRE PARTIE :

Une économie du privilège et de l'absence des hommes

Introduction à la première partie	21
CHAPITRE 1. Sel de la mer et hautes terres, les enjeux d'une économie montagnarde	25
Un pays de montagne et de frontière	26
L'importance du sel dans une région d'élevage	44
Le régime de la gabelle : un enjeu économique et politique	56
CHAPITRE 2. Les communautés montagnardes et l'État	65
Un renforcement de la présence de l'État dans des territoires de confins	67
Les espaces de la surveillance et de la fraude	78
Des écus, un abbé et quelques bartavelles : le « lobbying » des communautés	91
CHAPITRE 3. Sel, genre et pouvoir : les ressorts économiques et sociaux de la fraude	117
Sociologie et échelles de la contrebande	118

Stratégies familiales, logiques pluriactives et ébauche d'entrepreneuriat au féminin.....	129
Rationalités et modes de légitimation de la fraude.....	143

DEUXIÈME PARTIE :

Une économie de la mode et de la prohibition

Introduction à la deuxième partie.....	163
CHAPITRE 4. Les espaces de la fraude.....	169
Les résonances locales d'une histoire globale.....	170
Deux provinces frontières au cœur des trafics : espaces et circuits de la contrebande en Dauphiné et en Lyonnais.....	181
Lutter contre la contrebande : contrôle du territoire et conflits de juridictions.....	195
CHAPITRE 5. Grands trafics et petites « fourmis » : acteurs et logiques de la contrebande.....	209
« Marchant armé sur terre de France » : les acteurs de la grande contrebande.....	210
Le monde des « fourmis ».....	220
Des commanditaires de l'ombre : marchands et négociants.....	227
CHAPITRE 6. Les indiennes dans la ville : fraude, genre et espace urbain.....	245
Une économie des marges urbaines.....	246
Du côté des consommateurs.....	258
Un commerce souterrain.....	269
Épilogue : À qui profite le crime économique ?.....	285
Index des noms de lieux.....	289
Sources.....	297
Sources manuscrites.....	297
Sources imprimées.....	303
Orientation bibliographique.....	305